



PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE

Préfecture

Direction de la Citoyenneté, de la Légalité
et de l'Environnement

Bureau de l'Utilité Publique
de la Concertation et de l'Environnement

✓ n°2018-43

ARRETÉ

portant déclaration d'utilité publique au profit de la société GEOSEL-Manosque les travaux à exécuter et éventuelles acquisitions nécessaires à la construction et l'exploitation des déviations terrestres des canalisations de transport GSM 1 et GSM 2 sur les communes de Berre-l'Étang et Rognac et emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Berre-l'Étang

LE PRÉFET

DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD
PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-25 et suivants, R.555-32 à R.555.36, L.123-2 et R.123-2 ;

Vu le Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Berre-l'Étang ;

Vu le décret du 4 décembre 1967 autorisant la construction et l'exploitation d'une conduite d'intérêt général destinée au transport d'hydrocarbures liquides ;

Vu le décret du 24 mai 1972 autorisant la construction et l'exploitation d'une conduite d'intérêt général destinée au transport d'hydrocarbures liquides entre l'étang de Berre et Manosque ;

Vu la décision du 5 août 1975 du ministère du Développement Industriel et Scientifique autorisant l'implantation d'une canalisation de transport de saumure entre les étangs de Lavalduc-l'Engrenier et la pointe de Berre ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du Code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, modifié par l'arrêté du 15 décembre 2016 (dit « arrêté multifluide du 5 mars 2014 modifié ») ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhône-Méditerranée approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 03 décembre 2015 ;

Vu le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du bassin versant de l'Arc provençal approuvé par arrêté des préfets des Bouches-du-Rhône et du Var le 13 mars 2014 ;

Vu le dossier déposé par la société GEOSEL Manosque le 11 avril 2017 en préfecture des Bouches-du-Rhône, pour la construction et l'exploitation d'une déviation terrestre des canalisations de transport GSM 1 et GSM 2 sur les communes de Berre l'Etang et Rognac ;

Vu les compléments de dossier adressés par la société GEOSEL à la préfecture des Bouches-du-Rhône par courriers du 30 juin 2017, du 6 décembre 2017 et du 17 avril 2018 ;

Vu le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint du 6 octobre 2017 prévue à l'article L.153-54 2° du Code de l'urbanisme ;

Vu l'avis rendu par la Commission départementale de la Nature, des Paysages et des Sites lors de sa séance du 20 octobre 2017 ;

Vu l'avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale du 29 mars 2018 ;

Vu l'ordonnance n° E18000044/13 du 10 avril 2018 de la présidente du tribunal administratif de Marseille désignant un commissaire enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 16 avril 2018 portant ouverture d'une enquête publique unique pour une durée d'un mois du 7 mai 2018 au 8 juin 2018 inclus sur le territoire des communes de Berre l'Etang et Rognac ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu les publications du 19 avril 2018 et 9 mai 2018 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu les registres d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu le mémoire de réponse au procès-verbal de synthèse de l'enquête publique, adressé par la société GEOSEL au commissaire enquêteur par courrier du 13 juin 2018 (référéncé GSM-GSM116-EXP-LET-0012) ;

Vu la lettre du préfet des Bouches-du-Rhône en date du 09 juillet 2018, invitant la Métropole Aix-Marseille-Provence à délibérer sur la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Berre-l'Etang, conformément à l'article R153-14 du code de l'urbanisme ;

Vu l'avis favorable tacite émis dans le délai de deux mois de la Métropole Aix-Marseille-Provence compétente en matière d'urbanisme sur la mise en compatibilité du PLU de la Commune de Berre-l'Etang ;

Vu l'arrêté N°2018-272 G du 24 septembre 2018 autorisant au titre de l'article L.555-1 du Code de l'environnement la construction et l'exploitation des déviations terrestres des canalisations de transport d'hydrocarbures GSM 1 et de saumure GSM 2 de la société GEOSEL, sur les communes de Berre l'Etang et de Rognac ;

Considérant que le projet des déviations terrestres des canalisations de transport GSM 1 et GSM 2 de la société GEOSEL sur les communes de Berre l'Etang et de Rognac s'inscrit dans un programme pluriannuel de remplacement des ouvrages de transport de la société GEOSEL pour assurer le maintien de l'intégrité de ces derniers, et ainsi préserver la sécurité, la santé et la protection de l'environnement ;

Considérant que ces déviations terrestres précitées s'inscrivent dans le réseau des canalisations de transport GSM 1 et GSM 2 d'intérêt général permettant l'approvisionnement énergétique des armées et plus généralement de l'économie en cas de pénurie de produits pétroliers, et que ce projet de déviations terrestres ne modifie pas la destination finale des canalisations ;

Considérant que l'étude de dangers du projet des déviations terrestres précitées a conclu à l'acceptabilité du risque sur l'ensemble du tracé des canalisations, tant vis-à-vis des enjeux humains que des enjeux

environnementaux, compte tenu de la mise en œuvre des mesures compensatoires existantes sur le réseau de canalisations de transport de la société GEOSEL ;

Considérant que le projet des déviations terrestres précitées est jugé acceptable au regard de l'étude d'impact sur l'environnement, en tenant compte des mesures d'atténuation et de compensation proposées dans le cadre de cette étude qui permettent de ne pas porter atteinte à l'état de conservation des habitats et espèces d'intérêt communautaire et d'estimer l'impact global du projet comme faible à modéré sur l'environnement ;

Considérant que le tracé du projet des déviations terrestres précitées correspond à un tracé de moindre impact environnemental et qu'il présente l'avantage, par rapport à un remplacement à l'identique des tronçons de canalisations GSM 1 et GSM 2 dans l'étang de Vaïne, de maîtriser les aléas lors des travaux de pose de ces ouvrages, de faciliter les conditions de surveillance et de maintenance des canalisations en exploitation, de permettre une intervention plus rapide sur ces ouvrages en cas de fuite de produit tout en maîtrisant plus aisément les conséquences d'un tel incident, et d'avoir un impact environnemental positif dans l'étang de Vaïne en supprimant le risque de pollution généré par le transport d'hydrocarbures ou de saumure dans les canalisations subaquatiques existantes de la société GEOSEL dans cet étang ;

Considérant que le commissaire enquêteur a émis un avis favorable, à l'issue de l'enquête publique menée dans les communes de Berre l'Étang et de Rognac du 7 mai 2018 au 8 juin 2018 ;

Considérant que les nouveaux ouvrages de transport construits composant les déviations terrestres précitées seront intégrés d'une part dans le programme de surveillance et de maintenance du réseau existant de canalisations de transport de la société GEOSEL, et d'autre part dans le plan de sécurité et d'intervention de ce même réseau ;

Considérant au vu des différentes pièces du dossier, que les avantages attendus de cette opération sont supérieurs aux inconvénients qu'elle pourrait engendrer ;

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches du Rhône

ARRETE

Article 1

Sont déclarés d'utilité publique en vue de l'institution de servitudes les travaux à exécuter et éventuelles acquisitions nécessaires à la construction et l'exploitation des canalisations GSM 1 et GSM2 destinées au transport d'hydrocarbure sur les communes de Berre-l'Étang et Rognac conformément au plan général des travaux annexé au présent arrêté (annexe 1).

Article 2

Conformément à l'article L.555-27 du code de l'environnement, le titulaire -GEOSEL Manosque- de l'autorisation de construire et d'exploiter est autorisé :

1°) Dans une bande de terrain appelée " bande étroite " ou " bande de servitudes fortes ", à enfouir dans le sol les canalisations avec les accessoires techniques nécessaires à leur exploitation ou leur protection, à construire en limite de parcelle cadastrale les bornes de délimitation et les ouvrages de moins d'un mètre carré de surface nécessaires à leur fonctionnement et à procéder aux enlèvements de toutes plantations, aux abattages, essartages et élagages des arbres et arbustes nécessités pour l'exécution des travaux de pose, de surveillance et de maintenance des canalisations et de leurs accessoires ;

2°) Dans une bande appelée " bande large " ou " bande de servitudes faibles ", dans laquelle sera incluse la bande étroite, à accéder en tout temps audit terrain notamment pour l'exécution des travaux nécessaires à la construction, l'exploitation, la maintenance et l'amélioration continue de la sécurité des canalisations.

Conformément à l'article R.555-34, la largeur des bandes de servitudes prévues à l'article L.555-27 est fixée selon le tableau ci-après, sans pouvoir être inférieure à 5 mètres pour la " bande étroite " ou " bande de

servitudes fortes ", ni dépasser 20 mètres pour la " bande étroite " et 40 mètres pour la " bande large " ou " bande de servitudes faibles ".

Les caractéristiques principales des largeurs de servitudes projetées mentionnées ci-dessus sont indiquées dans le tableau ci-dessous :

Ouvrage	Bande de servitudes fortes	Bande de servitudes faibles
Canalisation GSM 1 seule	5 mètres	16 mètres
Canalisation GSM 2 seule	5 mètres	16 mètres
Canalisations GSM 1et GSM 2	10 mètres	25 mètres

Article 3

A défaut d'accord amiable sur les servitudes entre le bénéficiaire de l'autorisation et au moins un propriétaire d'une parcelle traversée par le projet de canalisation, le préfet du département concerné conduit pour le compte du bénéficiaire de l'autorisation, la procédure d'expropriation conformément aux dispositions du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, afin d'imposer les servitudes prévues à l'article L.555-27.

Le préfet détermine par arrêté de cessibilité, sur proposition du bénéficiaire de l'autorisation, la liste des parcelles qui devront être frappées des servitudes.

L'indemnité d'expropriation due en raison de l'établissement des servitudes correspond à la réduction permanente du droit des propriétaires des terrains grevés.

Le versement de l'indemnité, fixée conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, est à la charge du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 4

Conformément à l'article R.555-36 du code de l'environnement, la déclaration d'utilité publique confère au bénéficiaire de l'autorisation le droit d'exécuter sur et sous l'ensemble des dépendances du domaine public, tous travaux nécessaires à l'établissement, à l'entretien et à la protection de la canalisation, en se conformant aux règlements de voirie et à toutes autres dispositions en vigueur, notamment à celles figurant dans le code général de la propriété des personnes publiques relatives aux autorisations d'occupation du domaine public et dans le code général des collectivités territoriales ainsi qu'aux conditions particulières qui pourraient être demandées par les services publics affectataires.

Les occupations du domaine public sont strictement limitées à celles qui sont nécessaires. Elles ont lieu à titre onéreux.

Le transporteur est tenu de déplacer ses canalisations à toute demande des autorités dont relève le domaine public qu'elles empruntent.

Le déplacement ou la modification des installations sont exécutés aux frais du transporteur, s'ils ont lieu dans l'intérêt de la sécurité publique ou bien dans l'intérêt de l'utilisation, de l'exploitation ou de la sécurité du domaine public emprunté par les canalisations ou affecté par leur fonctionnement. Toutefois, l'autorité affectataire du domaine public et le service chargé du contrôle se concertent soit au moment de l'établissement des canalisations, soit lorsque le déplacement de celles-ci pour l'un des motifs indiqués à l'alinéa précédent apparaît nécessaire, afin de rechercher, le cas échéant, un accord sur les conditions du déplacement. En cas de désaccord, la décision appartient au préfet.

Article 5

Le présent arrêté emporte mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de la commune de Berre-l'Étang conformément au dossier et plans annexés au présent arrêté (annexe 2).

Le maire de la commune de Berre-l'Étang et la Présidente de Métropole Aix-Marseille-Provence procéderont aux mesures de publicité prévues au premier alinéa de l'article R. 153-21 du code de l'urbanisme.

Article 6

Pour cet ouvrage, le maître d'ouvrage est tenu de remédier aux dommages causés aux exploitations agricoles dans les conditions prévues aux articles L.123-24 à L.123-30 du code rural et de la pêche maritime.

Article 7

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône.

Il sera en outre affiché par les soins du maire de la commune de Berre-l'Étang pendant un mois en mairie. Il fera l'objet, par les soins du Préfet, d'un avis de publicité, portant mention de son affichage en mairie, dans deux journaux diffusés dans le département.

Chacune de ces formalités de publicité mentionnera que le dossier peut être consulté en Préfecture des Bouches du Rhône (DCLE - BUPCE - Bd Paul Peytral - 13006 Marseille).

Article 8

Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois suivant sa notification ou son affichage, devant le Tribunal administratif de Marseille.

Article 9

La Secrétaire Générale de la préfecture des Bouches du Rhône, Le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le maire de Berre l'Etang, le maire de Rognac, le président de la société GEOSSEL Manosque, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée, pour information, au Sous-Préfet d'Istres, à la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Provence Alpes Côte d'Azur et au directeur départemental des territoires et de la mer ainsi qu'au président de la société GEOSSEL MANOSQUE.

Fait à Marseille le

01 OCT. 2018

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale

Magali CHARBONNEAU

